



COSYDEP
Sénégal

6039, Sicap Liberté 6 Dakar - Email: cosydep@gmail.com – Web: www.cosydep.org – Tel: + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86
Enregistrement N° 2009/14136/MINT – Agrément ONG N° 022980/MINT/DGAT/DPONG/DSEAO du 17 dec. 2015 – NINEA N°4166760V9

EN COLLABORATION AVEC



FONDS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'ÉDUCATION (FSCE OU CSEF)

Rapport d'analyse des résultats des examens du BFEM et du BACCALAUREAT 2018

@cosydep, Août 2018

I. CONTEXTE

Le **Plan Sénégal Emergent (PSE)**, principal cadre de référence de la politique économique et sociale, dans son axe 2 intitulé « **capital humain, protection sociale et développement durable** », réserve une place importante à l'Education et à la Formation. Cette volonté de mettre le capital humain au cœur du développement se traduit par un effort d'investissement accru dans le secteur visant, entre autres objectifs, l'amélioration de la qualité de l'Education et de la Formation ainsi que leur adéquation avec les besoins économiques du pays.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de ces nouvelles orientations, l'Etat s'est engagé à travers le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence du secteur de l'Éducation et de la Formation (**PAQUET- EF**) à bâtir d'ici 2030 « un système d'éducation et de formation équitable, efficace, efficient, conforme aux exigences du développement économique et social, plus engagé dans la prise en charge des exclus et reposant sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des collectivités locales et des acteurs à la base».

Dans la même logique, des initiatives ont été prises pour renforcer la formation initiale et continue des personnels de l'Education dont la professionnalisation contribue à relever les capacités des ressources humaines. De même, les conclusions des **Assises Nationales de l'Education et de la Formation (ANEF)** d'août 2014, consacrent une place importante à la formation des personnels de l'éducation.

Cependant, l'évaluation de la phase 1 du PAQUET (2013-2015) montre que, dans la période ciblée, le système a continué d'engranger des acquis non négligeables mais des faiblesses notables menacent son évolution.

En effet, le secteur est confronté à des défis persistants qu'il doit relever notamment:

- La faiblesse de la qualité de l'éducation traduite aussi bien par des résultats d'apprentissage insuffisants que par l'inefficacité interne du système ;
- La réorientation du système, des cultures et pratiques des acteurs vers une éducation de qualité pour tous, entendue comme réussite des apprentissages par toutes et tous, des compétences pour un emploi décent, une forte identité culturelle, des modes de vie durables, la paix et une citoyenneté nationale, continentale et mondiale active en libertés et droits comme en devoirs et responsabilités.

Ces insuffisances déteignent sur les performances des apprenants aussi bien dans les évaluations formatives qu'au niveau des examens nationaux créant ainsi de fortes inégalités dans les résultats d'apprentissage des élèves et faisant obstacle à l'objectif d'une éducation de qualité pour tous.

Partant de ces constats, la COSYDEP, à travers le **Fonds de la Société Civile pour l'Éducation** (FSCE), s'est engagée depuis 2015 dans le suivi de la prise en charge des problèmes cruciaux liés à la qualité des enseignements et apprentissages.

Déjà en 2017, dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 3 du **Programme d'Amélioration et de Diversification de l'Offre Éducative en Afrique de l'Ouest** (PADOE), en partenariat avec Aide et Action et avec l'appui du Ministère Français des Affaires Étrangères et Européennes, la COSYDEP avait mis en place des observatoires locaux de l'éducation dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou, Tambacounda et Kédougou à partir de l'expérience de Diourbel. Il s'agit, à travers ces observatoires d'améliorer le dialogue politique et le partage d'expériences et de bonnes pratiques en gestion locale de la qualité de l'éducation.

Dans la continuité de cette expérience, la COSYDEP vise à outiller et redynamiser ces observatoires en procédant à la collecte et à l'analyse des données relatives aux résultats des examens du BFEM et du BAC qui sont organisés sur la base de deux cadres juridiques constitués par des décrets et des arrêtés d'application.

Pour rappel, le décret 95-547 du 18 octobre 1995, modifié par le décret n°2000-586 du 20 Juillet 2000 puis complété par le décret 2002-330 du 3 avril 2002 organise le Baccalauréat. Cette disposition réglementaire attribue l'organisation technique de cet examen à l'Office du baccalauréat, un démembrement de l'enseignement supérieur. S'agissant du BFEM, il est créé et organisé par le décret n° 84-990 du 11 septembre 1984 qui a été abrogé et remplacé par le décret n° 2004-912 du 13 juillet 2004.

La principale raison évoquée en 2004 était « de rendre l'examen du BFEM plus simple dans ses procédures, moins lourd dans son organisation et plus crédible dans son statut de fin de cycle ». Cette disposition réglementaire attribue l'organisation technique de cet examen à la Direction des Examens et Concours (DEXCO) du Ministère de l'Education nationale qui s'appuie sur les Inspections d'Académie et les Inspections de l'Education et de la Formation pour son organisation technique et matérielle.

En choisissant de procéder à l'analyse des résultats du BFEM et du BAC, la COSYDEP veut se donner les moyens de capitaliser et de modéliser la démarche des observatoires en vue de leur mise à l'échelle. Il s'y ajoute que dans le cadre de la campagne « Nos Vacances pour l'Ecole », l'amélioration des rendements occupe une place de choix parmi les problématiques retenues. C'est sans doute la raison pour laquelle, le premier panel organisé dans le cadre de cette activité porte sur les résultats au BFEM et au BAC. Le présent rapport constitue un intrant important audit panel.

II. METHODOLOGIE

➤ Principales étapes

- Mise en place d'un groupe de travail composé de 07 personnes ressources et appuyé dans la réalisation de la mission par le secrétariat national
- Réunion de cadrage de la mission organisée entre le Coordonnateur national de la COSYDEP et les membres du groupe de travail
- Elaboration d'outils de collecte
- Elaboration d'un mémo à l'intention des antennes régionales de COSYDEP chargées de la collecte
- Collecte, dépouillement et analyse des données
- Rédaction d'un rapport provisoire validé par le Secrétariat et le Conseil d'Administration de la COSYDEP

➤ options méthodologiques

- Le groupe de travail a opté pour une démarche participative impliquant les acteurs du terrain à travers les antennes régionales ;
- L'analyse des résultats du BFEM et du BAC se fera sur une période d'au moins 5 ans allant de 2013 à 2018 et concernera toutes les académies du Sénégal.
- L'analyse se fait sur les résultats de 2018 sous plusieurs angles : (i) comparaison des résultats avec les références et les valeurs cibles définies dans le PAQUET et dans le document des Normes et Standards du MEN (ii) comparaison des résultats de 2018 avec ceux de la période choisie.
- Le groupe de travail prenant en compte le cycle fondamental de 10 ans n'a pas jugé nécessaire d'intégrer le CFEE dans l'analyse.

➤ Quelques limites

Le travail d'analyse effectué sur les résultats des examens du BFEM et du BAC se confine dans le champ restreint et les objectifs définis par le commanditaire. L'ambition de la COSYDEP n'est pas de cerner l'ensemble des paramètres qui entrent en ligne de compte dans la constitution des résultats encore moins de mesurer le poids de chaque facteurs dans les résultats mais juste de compiler quelques données et de dégager des tendances afin d'installer un débat sur l'amélioration des performances du système éducatif de manière générale.

III. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS :

Des ambitions de rendement toujours renouvelées mais jamais atteintes

Cet exercice consiste à apprécier les résultats des examens scolaires notamment le BAC et le BFEM ; c'est-à-dire des apprenants qui ont fréquenté les établissements scolaires durant au moins treize ans.

Les examens 2018 se sont déroulés dans un contexte marqué par la finalisation du processus de mise à jour du PAQUET (2013-2025)», après une évaluation de sa première phase (2013-2015). Ce présent programme comme le Programme Décennal de l'Education et de la formation (PDEF) qui a précédé a eu entre autres ambitions l'améliorer l'efficacité interne du système éducatif.

Le rapport s'interroge sur cette problématique notamment au niveau d'un aspect important : les résultats aux examens du BAC et BFEM. Dans ce cadre, le groupe de travail jette un regard rétrospectif sur les résultats obtenus suite aux examens du moyen (BFEM) et du secondaire (BAC) à la lumière des politiques définies.

III.1 PRESENTATION DES RESULTATS DU BFEM

Tableau 1 : résultats au BFEM de 2013 à 2018

Réalisé en 2012 : 53,2%

Cible 2018 : 65%

ANNEES	BFEM
2013	41,20% G : 46,1% F : 36,4%
2014	42,52% G :42,5% F :39%
2015	43,20%
2016	51,85% G :55,58% F : 48,69%
2017	56,74 %
2018	52,11%

Sources : RNSE / MEN 2016, ANSD –SES et Rapport de Performance 2017

III.2 ANAYSE DES RESULTATS DU BFEM

❖ Quelques pistes pour apprécier les résultats du BFEM en 2018

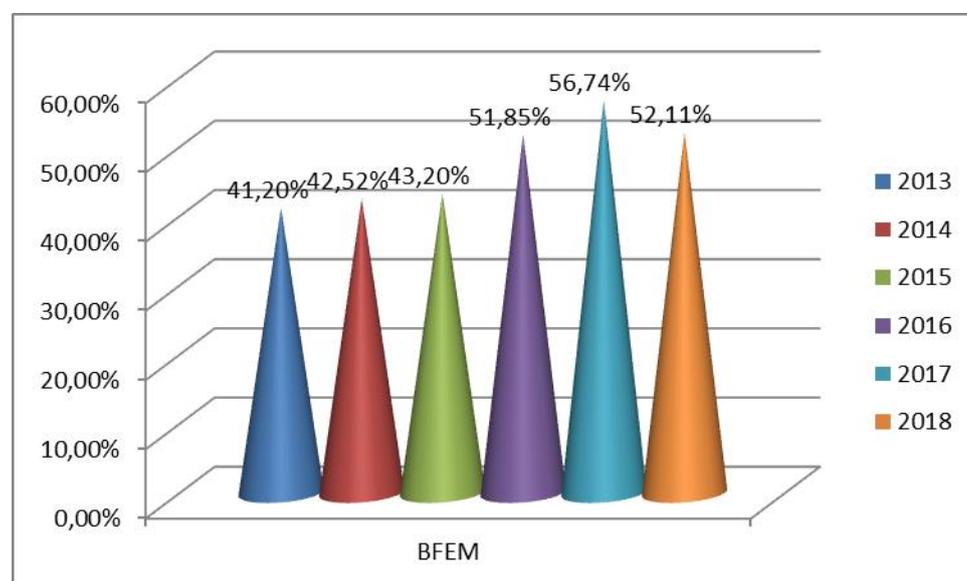
L'examen des résultats de 2018 révèle un taux national de réussite de 52,11%. Un taux inférieur à celui réalisé en 2017 qui s'élève à 56,74% soit une chute de 4,63 points. En

outre, le taux de réussite de 2018 est en dessous de celui projeté dans le Rapport de Performance 2017 du ministère de l'éducation nationale qui se situe à 65%.

Il en va de même par rapport au système des normes et standards définis par le MEN qui situe la réussite dans les examens certificatifs à 80%. Sur la période qui va de 2013 à 2017, l'on constate une augmentation constante allant de 41,20% en 2013 à 56,74% en 2017 avant de tomber à 52,11% en 2018.

Par rapport à la dimension genre, les résultats de 2013-2014-2016 montrent que les performances des garçons sont au dessus de celles des filles.

Une hypothèse peut être avancée à ce niveau relativement aux explications à apporter à la contreperformance de 2018 à savoir l'impact de la grève des enseignants. Il faut cependant être très prudent par rapport à cette explication car de manière générale l'évolution des résultats aux examens scolaires se fait en dents de scie ; d'où la nécessité d'explorer d'autres facteurs.



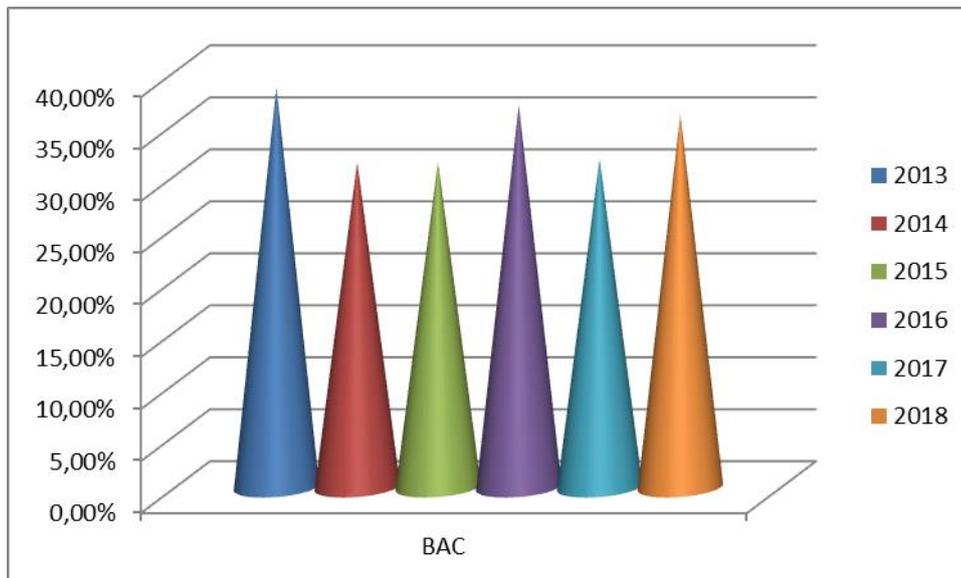
Un regard rapide sur les scores réalisés par les académies en 2018 permet de voir que 6 d'entre les 16 sont en deçà de la moyenne nationale. Il s'agit, dans un ordre croissant de : Fatick (44,35%) ; Pikine - Guédiawaye (44,57%) ; Rufisque (45,06%) ; Kaolack (45,5%) ; Thiès (46,51%) et Louga

(48,49%).

Les académies les plus performantes sont Sédhiou (72,43%) ; Matam (69,30%) ; Kédougou (68,95%) ; Ziguinchor (65,97%) ; Tambacounda (64,44%) ; Kolda (62,23%).

Les académies de Diourbel (53,02%) et de Dakar (52,24%) dépassent très légèrement la moyenne nationale.

Académies en deçà de 50%	Académie légèrement au dessus de la moyenne nationale 52,11%	Académies les plus performantes
Fatick 44,35%	Diourbel 53,02%	Sédhiou 72,43%
Pikine – Guédiawaye 44,57%	Dakar 52,24%	Matam 69,30%
Rufisque 45,06%		Kédougou 68,95%
Kaolack 45,5%		Ziguinchor 65,97%
Thiès 46,51%		Tambacounda 64,44%
Louga 48,49%		Kolda 62,23%



Il est à remarquer que les meilleurs taux de réussite sont réalisés par les académies du Sud, du Nord et de l'Est. Ce fait suscite des interrogations dans la mesure où l'on a l'habitude de rappeler qu'elles sont défavorisées et moins bien loties en matière d'infrastructures, d'équipement et de

personnel enseignant. Leur score mérite une attention particulière au regard de leur situation géographique et socioéconomique. Selon certains points de vue, il convient de s'interroger sur les conditions d'organisation du BFEM entièrement laissées aux IEF au point qu'on parle « d'iefisation du BFEM. » Une chose est en tout cas sûre, les académies qui sont classées premières au BFEM viennent en dernière position au BAC. D'où la nécessité d'une étude plus fouillée pour se prononcer en toute connaissance de cause sur la valeur de l'hypothèse d'une relation entre la responsabilisation intégrale des IEF et les résultats du BFEM.

Il est aussi à noter que les Académies qui couvrent les grandes villes comme Kaolack, Thiès, Rufisque, Pikine- Guédiawaye ont enregistré les plus mauvais résultats. On serait tenté de chercher un lien entre leurs faibles performances et les défis liés à la gestion des gros effectifs. Toutefois, la forte syndicalisation de ces localités pourrait en être pour quelque chose.

Autre constat, on peut dire que plus le nombre d'inscrits est grand plus le taux d'échec est élevé. Cette affirmation est vérifiée avec les données de Dakar, Thiès, Pikine – Guédiawaye et Kaolack. Y aurait-il un lien avec les classes pléthoriques et la pratique de la stratégie des photocopies ? Est-ce que les effets de la lassitude à la correction y seraient pour quelque chose même si l'on sait qu'au BFEM l'on applique la double correction ? Dans tous les cas, il ressort de l'analyse des résultats que 47,89% des candidats au BFEM 2018 ont échoués. Ce qui est énorme, car cela correspond à 90 077 candidats qui échouent sur les 188 083 qui ont effectivement composé.

III.3 PRESENTATION DES RESULTATS DU BAC

Réalisé en 2012 : 38,19%

Année	% Bac
2001	35,09%
2002	39,66%
2003	43,15%
2004	46,11%
2005	45,44%
2006	48,82%
2007	48,62%
2008	41,77%
2009	34,72%
2010	42,15%

Année	% Bac
2011	38,05%
2012	38,19%
2013	38,5% G : 40,7% F : 35,8%
2014	31,8 % G : 34,1% F : 29,1%
2015	31,3%
2016	36,76% G : 38,84% F : 34,48%
2017	31,6%,
2018	35,9%

Sources : site officiel UNAPEES

III.4 ANALYSE DES RESULTATS BAC

A) Des ambitions non réalisées en matière de rendement

La Lettre de Politique Générale du Secteur (LPGS) de 2012 qui est opérationnalisée à travers le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'équité et de la transparence (PAQUET) indique comme une des priorités : « Améliorer la qualité des enseignements-apprentissages en mettant un accent particulier sur la réforme du dispositif de formation initiale et continue des enseignants, en renforçant la pertinence des curricula, en améliorant les environnements et les opportunités d'apprentissage et en mettant en place un dispositif d'assurance qualité et de suivi-évaluation continue des intrants, des processus, des performances et de l'impact des apprentissages. »

On note aussi pour le cycle fondamental, qu'il s'agit « d'atteindre un taux d'achèvement de 100% dans les six premières années en 2020 et dans le cycle fondamental global en 2025. »

Il est bon de rappeler que la LPGS (2001 PDEF) projetait d'atteindre 56% de réussite au Bac et pour la fin du programme en 2010. Comment se présente la situation? La première remarque à faire est que les résultats obtenus au BAC en 2009 (34,72%), 2014 (31,28%) et 2015 (31,3%) sont plus faibles que les résultats obtenus au début du PDEF 2001 (35,09%). Entre 2013 et 2018, les résultats sont passés de 38,49% à 35,9% avec comme niveau le plus faible 31,28% en 2014.

En 2018, le taux de réussite se situe à 35,9% donc supérieur à celui de 2017 (31,6%) mais légèrement inférieur au taux de 2016 (36,75%). Ces tendances confirment l'évolution en dents de scie que l'on a notée pour le BFEM.

Il faut aussi relever que dans la période allant de 2003 à 2010 les résultats ont toujours dépassé la barre des 40% sauf en 2009 où on a engrangé que 34,72%. Il importe d'approfondir la réflexion sur ce point afin de comprendre pourquoi les résultats sont tombés à 38 % en 2011 et sont restés depuis lors entre 38 et 31%.

B) Regard rétrospectif sur les résultats au cours de la mise en œuvre du PAQUET

Les résultats des examens du BAC devraient nous édifier sur l'effectivité ou non de l'atteinte des prévisions. Que dire de l'alerte lancée par un participant lors du lancement du PAQUET selon laquelle « le plus grand défi est celui de la mise en œuvre » ?

Après la revue des résultats au BAC et BFEM, il semble nécessaire d'interroger la capacité du système éducatif à réaliser ses propres objectifs mais aussi à maintenir une progression continue dans les rendements. Il est possible de se demander s'il existe réellement une adéquation entre les stratégies dégagées les causes des insuffisances des résultats au BFEM et au BAC. En outre, il est à noter que les valeurs cibles n'ont jamais été atteintes. Ont – elles été trop élevées pour le système éducatif ?

C'est dire aussi que les valeurs cibles qui sont en cours ne sont guère une référence pour une ambition de qualité et pourtant le système éducatif n'arrive pas à les atteindre. Quelles mesures faut-il prendre pour faire de grands bonds et maintenir une cadence de progression continue ?

A ce niveau aussi, sur les trois années considérées (2013 -2014-2015), l'on constate que les garçons réussissent mieux que les filles.

Des études approfondies pourraient faire sortir des certitudes naïves sur les facteurs explicatifs des résultats du BAC et du BFEM. Quelle place et quel impact les mesures institutionnelles ont-elles sur les examens du BAC et du BFEM ?

IV. DES FACTEURS RECURRENENTS DANS L'EXPLICATION DES RESULTATS

❖ Des Facteurs récurrents dans l'explication des résultats

Les divers facteurs de réussite et, inversement, les causes des échecs scolaires évoqués par les différentes familles d'acteurs sont multiples mais, surtout, ils sont très liés les uns aux autres. Tout d'abord, il y a lieu de relever que l'on s'attribue volontiers les causes de réussite mais que l'on se décharge sur les autres dès que l'on doit examiner les raisons des échecs:

- ✓ les Inspections font "porter le chapeau" aux directeurs d'école, aux chefs d'établissement aux parents, au manque de moyens, etc. ;
- ✓ Les Chefs d'établissement évoquent assez souvent le manque d'intérêt des parents, le manque de discipline des élèves, les mauvaises conditions d'étude et de travail, dans les établissements ;
- ✓ les parents évoquent la prise en charge insuffisante de l'État, le manque de qualification ou de rigueur des enseignants ;
- ✓ Les enseignants incriminent l'Etat, les effectifs pléthoriques, la faible motivation des élèves, la faible implication des parents, le caractère encyclopédique des programmes et les nombreuses matières que l'élève doit apprendre.
- ✓ Les élèves imputent la faute aux enseignants souvent en grève ou aux professeurs dont le comportement ne suscite pas d'engouement chez les élèves pour leurs disciplines.

On arrive ainsi, lorsque les résultats sont mauvais, à des situations difficiles à cerner où personne n'est finalement responsable. En revanche, là où les résultats sont bons, chaque famille d'acteurs veut s'approprier le succès.

En tout état de cause, hormis les conditions matérielles primordiales, les facteurs humains comptent énormément dans les rendements scolaires : maîtrise de l'ensemble du fonctionnement du système éducatif de la part des autorités, rigueur des Chefs d'établissement, formation adéquate, motivation, conscience professionnelle des enseignants et engagement des parents. Il faut évidemment souligner que ces facteurs sont bien difficiles à évaluer.

V. RECOMMANDATIONS GLOBALES

❖ En direction du MEN

- Effectuer ou faire effectuer une étude exhaustive et systématique en profondeur sur le système d'évaluation certificative, les processus d'enseignement-apprentissage et les résultats des examens afin de les améliorer à tous les niveaux ;
- Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement en termes de recrutement d'enseignants bien formés, de paiement régulier des salaires, de construction de nouvelles classes, de mise à niveau des établissements, de communication large

sur les normes et standards en matière de qualité (cf Normes et Standards du MEN) ;

- Requestionner les différentes fonctions de l'évaluation afin d'en faire un véritable outil de planification, de guidance et remédiation des processus et des procédures d'enseignement apprentissage.
- Privilégier les normes et standards en matière de qualité dans l'appréciation des résultats ;
- Réaliser des études pour identifier des facteurs déterminant la faiblesse des résultats au BAC et BFEM en prenant en compte les capacités du système à impulser une progression continue et sa capacité de résilience ;
- Enclencher un débat national sur les résultats des examens scolaires afin de mieux responsabiliser les parties prenantes.

❖ **En direction des IA**

- Alimenter le travail d'analyse en prenant en compte les facteurs explicatifs au sein des établissements performants ou non ;
- Impulser le partage des expériences qui assurent le niveau de performance standard,
- Impulser une dynamique de diagnostic communautaire en lien avec les chefs d'établissement ;
- Installer des dispositifs de remédiation impliquant l'ensemble des acteurs et partenaires du système à la base ;
- Ouvrir un débat pluriel sur le degré d'autonomie des conseils de classe dans les décisions pédagogique concernant le passage ou le redoublement des élèves.

❖ **En direction des Collectivités territoriales**

- Engager une dynamique d'accompagnement des établissements sur la base du diagnostic communautaire
- Mettre en place un dispositif communautaire de suivi des apprentissages en rapport avec les IEF et les organisations communautaires.

❖ **En direction des enseignants**

- S'engager pour une « école de la réussite » qui devra mener un combat contre les échecs massifs et les décrochages prématurés, en vue de l'amélioration de la qualité de l'éducation, à tous les niveaux ;
- Remplir consciencieusement la mission qui leur est assignée ;
- Veiller au fonctionnement correct des établissements en respectant les règles de déontologie et les normes (Quantum horaire, ponctualité, assiduité, fréquentation des CAP).

❖ **En direction de la Société civile**

- Sensibiliser les parents d'élèves à l'importance de leur rôle dans l'amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages ;
- Se mobiliser pour des mesures correctives appropriées ;
- Exiger la prise en compte des normes et standards de performance, dans toute analyse des résultats aux examens (80% de maîtrise par au moins 80% des élèves).
- Mener un plaidoyer fort pour inverser la tendance des résultats aux examens ;
- Inciter le pouvoir central à mener une étude sur ce que deviennent les nombreux élèves qui échouent au BFEM et au BAC.

❖ **En direction des parents et des jeunes, des ASC et autres associations de développement**

- Mettre en place un dispositif d'accompagnement des apprentissages (cours à domiciles, cours de renforcement) ;
- Exiger des comptes aux responsables du système conformément à leurs rôles et responsabilités ;
- S'impliquer activement à la gestion des écoles et établissements ;
- Appuyer les enseignants dans la mesure du possible dans l'exercice de leur mission.